

# LA BELGIQUE SOUS L'OCCUPATION ALLEMANDE.

Mémoires du ministre d'Amérique à Bruxelles.

**Brand WHITLOCK**

**1916.** Chapitre **XXIII** : Pour assassiner l'âme  
d'une nation.

Von Bissing mûrissait un plan longuement médité, plus audacieux, à portée plus longue, plus ingénieux, plus menaçant pour la vie de la nation belge que la traite d'esclaves inventée par le pouvoir militaire que personnifiait Hindenburg. Le plan de von Bissing accusait une certaine finesse et n'était plus une régression vers le Moyen Age, un retour à l'ancienne manière. Les deux hommes cherchaient à réaliser le projet allemand de conquête et d'annexion de la Belgique, en vue d'obtenir un point d'appui d'où l'Allemagne pourrait frapper l'Angleterre et l'Amérique. Hindenburg, dans sa force lourde, ne trouva rien de plus original que de traîner les Belges en esclavage, à la façon des anciens conquérants. Bissing, vieux, subtil, astucieux, avait un plan plus perfide qui continuait l'inauguration de l'université flamande à Gand ; en exploitant adroitement la différence de race entre Flamands et Wallons, il pouvait diviser la nation belge et donner à sa politique l'apparence d'une action généreuse entreprise au nom même du principe pour lequel combattaient les Alliés — le droit des petites nations à se gouverner elles-

mêmes. Il se poserait en protecteur bienveillant, tandis que les Flamands constitueraient eux-mêmes l'État flamand sous le protectorat allemand; par suite, il gagnerait Anvers et le littoral belge, un point d'appui sur la mer, menaçant les viriles démocraties des Iles Britanniques et du continent américain. Ce projet ambitieux, aux visées impérialistes, n'avait aucune chance de succès, et Bissing connaissait mal le peuple flamand ; mais il comprit que si son projet avait eu quelque chance de réussir, cette chance fut détruite par la politique sauvage du fameux héros dont les Allemands, dans leur fanatique enthousiasme, perçaient de clous la statue en bois, semblable au fétiche d'une tribu totémiste.

Von Bissing ayant étudié **Le Prince** entendait déjà les « *Hoch !* » d'une postérité qui saluerait en lui le premier dictateur de la Belgique et l'homme qui avait annexé ce pays à l'Empire, quand Hindenburg, arrivant sur le front occidental, ruina, par sa volonté impétueuse et têtue, ces plans soigneusement préparés. Il ne restait à von Bissing qu'à ravalier son dépit et à se rendre à Gand, pour ouvrir, le 21 octobre, la nouvelle université par un discours où il tâchait de flatter l'orgueil du peuple flamand.

On s'imagine l'amertume du vieux satrape, qui jouait au gouverneur paternel, au protecteur des sciences et des arts, au sauveur du peuple flamand, lorsque, prononçant le discours

d'ouverture de l'Université flamande, il entendit les échos du *Lion de Flandre* chanté par les ouvriers flamands que des militaires stupides emmenaient en esclavage !

Cette semaine, les délégués de la C.R.B. arrivèrent des provinces pour la réunion habituelle, ébranlés par les scènes dont ils avaient été témoins. D'un pont, à Mons, M. Tuck avait vu de longs trains de wagons à bestiaux, la plupart à ciel ouvert, passer sous le pont, pleins de mineurs belges qu'on emmenait et qui partaient en chantant la *Brabançonne* et la *Marseillaise*. La population, assemblée sur le pont, leur jetait des navets, des pommes de terre que les hommes attrapaient et mangeaient avec une voracité d'animaux. Nous décidâmes de protester et demandâmes officiellement une entrevue à von der Lancken.

Ce fut le vendredi 27 octobre, par la chute des feuilles, un jour humide et froid, que, à 5 heures de l'après-midi, le marquis de Villalobar, M. van Vollenhoven, M. Francqui, M. Emmanuel Janssen et moi nous rencontrâmes à la *Politische Abteilung* avec le baron von der Lancken, le Dr Brohn et le Dr Reith, de la *Vermittlungstelle*.

Dans le calme petit salon, von der Lancken, assis à la table de marbre, exposa qu'en Allemagne les vieillards, les femmes et les enfants travaillaient dans les champs, alors qu'en Belgique on comptait sept cent mille oisifs, dont plus de la

moitié étaient des hommes, la plupart jeunes et capables de travailler. Son Excellence le gouverneur général ayant, à deux reprises, publiquement et officiellement, offert du travail aux chômeurs qui l'avaient refusé, le gouvernement général, vu le manque de main-d'oeuvre en Allemagne, était décidé à forcer les Belges au travail. Il se sentait le droit, légalement et moralement, d'agir ainsi ; car l'oisiveté est une menace, et si la guerre durait encore un an ou deux, ces hommes perdraient complètement l'habitude de travailler. On les transporterait donc en Allemagne, où dix mille se trouvaient déjà ; on leur donnerait de l'ouvrage dans les champs, dans les carrières ou ailleurs, mais nul ne serait forcé de travailler pour l'armée ni pour des buts militaires.

Il s'arrêta un moment, avec le geste large qui avoue quelque point sans importance :

- *Je ne dis pas que pas un seul ne travaillera à un rail sur lequel un train militaire passera, mais ...*

L'un de nous objecta que des Belges avaient été employés à faire des tranchées dans le nord de la France. Le baron niait qu'aucun Belge eût été employé à ce travail, sauf ceux qui avaient demandé volontairement de l'ouvrage, mais il admit que quelques-uns avaient été employés aux nouvelles fortifications d'Anvers.

Villalobar et moi attirâmes son attention sur la tempête que la nouvelle des enlèvements

d'hommes soulèverait à l'étranger, et sur l'effet de cette mesure quant au ravitaillement. Le baron répondit qu'on respecterait le Comité national et la *Commission for Relief* ainsi que les engagements conclus avec eux. Le gouverneur n'avait pas demandé et ne demanderait pas au Comité national les listes de chômeurs.

La discussion se prolongeait, inutile. Un moment vint où M. Francqui, d'un mouvement nerveux, décroisant ses jambes, s'agita sur sa chaise et s'écria comme à lui-même :

- *Nous sommes des nègres !*

Ses yeux sombres étincelaient, tandis qu'une flamme traversait le visage du baron von der Lancken qui se retourna en s'exclamant :

- *Non, je ne peux pas admettre que vous disiez cela !*

Il y eut un nouveau silence, une lassitude, la pensée commune de la folie et de l'horreur de la guerre. Villalobar poussa un soupir et se tourna, l'air fatigué, vers le baron :

- *Cette guerre dure trop longtemps, vous et l'Angleterre devriez y mettre fin.*

- *Cette guerre abominable doit cesser !* – cria von der Lancken, frappant son genou de son poing fermé – *Nous sommes prêts ! Pourquoi les autres ne veulent-ils pas la paix aussi ?*

La conférence finie, nous restions glacés par la conviction décourageante qu'aucun raisonnement ne servirait. Lancken avait tenté l'impossible en

représentant des reîtres et des hobereaux sous un jour acceptable à la culture libérale d'Occident, qu'il avait pu s'assimiler pendant son séjour de dix ans à Paris ; Bissing lui-même, le gouverneur exécré, le vieillard qui, pour l'Angleterre, la France et l'Amérique, était le symbole de ce qu'il y avait d'abominable dans les théories et la pratique allemandes, Bissing lui-même n'avait pas été assez sévère pour plaire à l'État-major. Un seul argument pouvait impressionner le pouvoir militaire: un coup sur la tête. J'en arrivais, avec répugnance, à cette conclusion si différente de mes rêves d'autrefois ; le seul espoir et le seul salut pour le monde, pour le peuple allemand lui-même, c'était que la caste militaire allemande fût vaincue, assommée ; elle ne comprendrait que cela !

Le résultat de notre protestation formelle fut l'impression que si des représentations quelconques pouvaient aboutir, il faudrait les faire à Berlin. Dans ces conditions, je ne pus que rapporter les faits à Washington, et suggérer qu'on fît quelque démarche à Berlin où résidait le pouvoir, s'il existe en Allemagne un pouvoir supérieur à l'État-major. Mon point de vue fut adopté ; M. Gerard se trouvant en Amérique et M. Grew étant chargé d'affaires à Berlin, j'envoyai à ce dernier l'exposé des faits, suggérant que si les protestations ne mettaient pas fin à l'odieux abus, quelques atténuations du moins pourraient être

admisses par les Allemands ; par exemple, on pourrait en principe ne saisir que des chômeurs, et créer des catégories d'exemptés, comprenant les hommes mariés ou les chefs de famille, ou seulement les hommes aptes au service militaire. Je suggèrai aussi que les camps en Allemagne fussent ouverts à l'inspection des représentants de notre ambassade ou, puisque l'Espagne était chargée des intérêts belges à Berlin, des représentants de l'Ambassade espagnole.

**Brand WHITLOCK**

Ce livre, *La Belgique sous l'occupation allemande : mémoires du ministre d'Amérique à Bruxelles*, a été traduit de l'anglais par le Professeur **Paul de Reul**, de l'Université de Bruxelles, ce qui n'est pas mentionné en « page de titre » mais bien sur une page antérieure à la page 1. Voir :

<http://www.idesetautres.be/upload/BRAND%20WHITLOCK%20BELGIQUE%20OCCUPATION%20ALLEMANDE%201914-1917%20TABLE%20MATIERES.zip>

On y dit : « Un grand nombre de documents, ainsi que certaines explications indispensables aux lecteurs anglais et américains, ont été supprimés, n'étant pas nécessaires pour les lecteurs français ou belges. » **Nous les reproduisons** d'après l'original anglais publié sur notre site :

<http://www.idesetautres.be/?p=ides&mod=iea&smod=ieaFictions&part=belgique100>

### **Notes.**

Traduction française : « *Pour assassiner l'âme d'une nation* » in WHITLOCK, Brand ; chapitre XXIII (1916) in *La Belgique sous l'occupation allemande : mémoires du ministre d'Amérique à Bruxelles* ; (Paris ; Berger-Levrault ; 1922) pages 372-376. D'après **Brand Whitlock** (1869-1934), *Belgium under the German Occupation : A Personal Narrative* ; London ; William HEINEMANN ; 1919, 2 volumes. Voir chapitre 30 (« *To assassinate a nation's soul* »), volume 2, pages 234-243, notamment à :

<http://www.idesetautres.be/upload/BRAND%20WHITLOCK%20BELGIUM%20UNDER%20GERMAN%20OCCUPATION%202%20CHAPTER%2030.pdf>

Ce serait intéressant de comparer avec ce que **Paul MAX** (cousin du *bourgmestre Adolphe MAX*) a dit du même jour dans son *Journal de guerre* (*Notes d'un Bruxellois pendant l'Occupation 1914-1918*) :

[http://www.museedelavilledebruxelles.be/fileadmin/user\\_upload/publications/Fichier\\_PDF/Fonte/Journal\\_de%20guerre\\_de\\_Paul\\_Max\\_bdef.pdf](http://www.museedelavilledebruxelles.be/fileadmin/user_upload/publications/Fichier_PDF/Fonte/Journal_de%20guerre_de_Paul_Max_bdef.pdf)

Ce serait également intéressant de comparer avec ce que disent des mêmes dates [Louis GILLE](#), [Alphonse OOMS](#) et [Paul DELANDSHEERE](#) dans *50 mois d'occupation allemande* (Volume 2 : 1916). Voir, entre autres à :

<http://www.idesetautres.be/?p=ides&mod=iea&smod=ieaFictions&part=belgique100>